

Conférences de la souveraineté alimentaire Région Auvergne-Rhône-Alpes



**Synthèse régionale – Groupe sectoriel
Ruminants**






**PRÉFET
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

 **La Région**
Auvergne-Rhône-Alpes


**CHAMBRE
D'AGRICULTURE**
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

 **aria**
Auvergne-Rhône-Alpes
Industries Agroalimentaires


LA COOPÉRATION AGRICOLE
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Cette synthèse a été réalisée en compilant les différentes contributions émises par les acteurs régionaux dans le cadre du questionnaire en ligne et les conclusions du groupe sectoriel Ruminants & Equins qui s'est réuni le 15 juin 2026 à La Tour-De-Salvagny (69) sous la présidence de Patrick Escure, président de la Chambre d'agriculture du Cantal, et Philippe Dumas du groupe SICAREV.

SOMMAIRE

1. Situation régionale actuelle	3
2. Trajectoire régionale retenue à 10 ans en termes de production et de transformation	13
3. Principaux déterminants et enjeux pour atteindre les cibles de production en 2036	15

1. SITUATION RÉGIONALE ACTUELLE

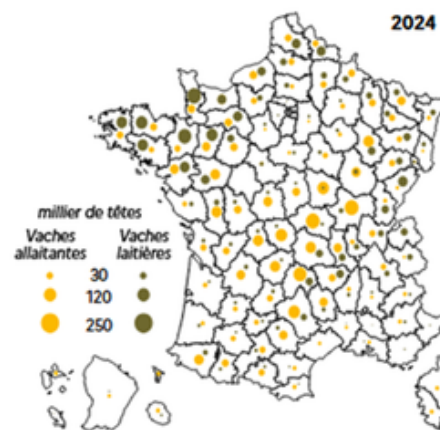
Élevage à l'herbe : les prairies couvrent **71% de la SAU** régionale, principalement en zone de montagne ou haute montagne : région propice à l'élevage herbivore. avec des charges plus faibles et une bonne valeur ajoutée. Les productions sous SIQO sont également un atout majeur de la région.

Bovin viande :

La région concentre **34 abattoirs** de ruminants et solipèdes domestiques (**71 %** des approvisionnement en région). Certains de ces abattoirs travaillent en dessous de leurs capacités en bovins.

Concernant l'export, Auvergne-Rhône-Alpes est la **1^{re} région exportatrice de broutards**, avec près de **368 000 bovins exportés** à l'étranger en 2025 (les 3/4 sur l'Italie).

Effectifs de vaches allaitantes et laitières
Total France : 3,1 millions de vaches laitières
3,7 millions de vaches allaitantes



Sources : BDNI bovine, traitements SSP



La filière est marquée par une forte « décapitalisation » (= diminution du cheptel), en lien avec le recul de l'activité d'élevage et les niveaux élevés de cours des bovins (incitation à la vente). Cette « décapitalisation » s'explique également par les aléas climatiques et sanitaires (DNC, FCO). Selon une étude Ceresco commandée par Interbev, 133 000 vaches auraient été « perdues » en région en 10 ans (soit l'équivalent du nombre de bovins du département de l'Isère).

La tendance en Auvergne-Rhône-Alpes est moins alarmante qu'au niveau national, cela s'explique en partie par le caractère « non convertible » des zones de montagne. En effet, l'élevage de bovins allaitants y est majoritairement concentré: 60 % des vaches allaitantes de la région sont élevées en zones de montagne contre 26 % en France hors DROM.

En 2020, 7% des exploitations ayant des bovins viande étaient en bio, 20% sous signe officiel d'identification de la qualité et de l'origine - SIQO (hors bio).

La production de viande bovine est écoulée via un maillage d'acteurs de mise en marché important. Le cœur de filière représente plus de 10 500 emplois directs et ce, sans compter les emplois indirects.

Bovin lait :

La filière laitière de la région Auvergne-Rhône-Alpes présente de très nombreux atouts tant par la diversité de ses productions que par l'importance et la complémentarité de ses outils de collecte et de transformation. Elle est la première région laitière au niveau national avec une production de **2,3 milliards de litres de lait**.

La région constitue également l'un des principaux bassins fromagers français, elle est la **première région** pour la transformation à la ferme, riche des produits sous signe officiel de qualité et d'origine (AOP et IGP) notamment des massifs alpin et auvergnat : **85%** des exploitations sont en zone de montagne.

En 2020, **12%** des exploitations ayant des bovins lait étaient en bio, **49%** sous SIQO (hors bio).

Un point d'attention est l'EBE/ETP qui très inférieur à celui de la France métropolitaine dans toutes les filières bovines. Ceci est dû aux difficultés engendrées par les zones de montagne (**67 700€/ETP** en Auvergne-Rhône-Alpes contre **80 700€/ETP** en France hors DROM pour la filière bovin lait).

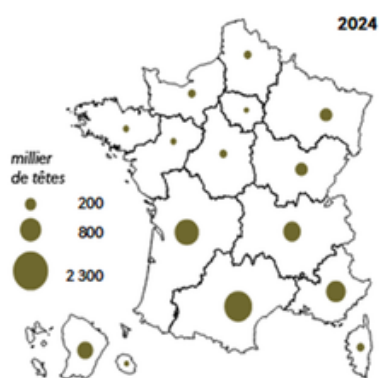
Equins :

La région Auvergne-Rhône-Alpes est la **première région française** de production de chevaux de trait (débouché viande). Cet élevage constitue souvent un atelier complémentaire aux autres productions. **30%** des chevaux abattus sont des chevaux de trait, **70%** des chevaux de réforme. Les poulains sont quant à eux exportés vers l'Italie. Il existe cependant un paradoxe de production avec une activité export dynamique mais des recours importants à l'import pour la consommation de viande chevaline en France.

Caprins :

Le cheptel caprin est important (**13%** du cheptel français). La région contribue à **31 %** de la production nationale de lait de chèvre destinée à la fabrication de produits fermiers. Elle compte **6 des 14** AOP caprines françaises : Picodon, Chevrotin, Rigotte de Condrieu, Charolais, Banon et Mâconnais. Sur **1 300 élevages** caprins, environ **1 000** sont transformateurs à la ferme et **300 sont livreurs ou mixtes**. La gestion des chevreaux, coproduits de ces productions est difficile du fait d'une faible valorisation et d'un manque d'engraisers et d'abatteurs dans la région.

Effectifs d'ovins
Total France : 6,6 millions de têtes



Source : Agreste - Enquête Cheptel

Ovin :

Avec **2 523 élevages** de plus de **50 brebis** et un cheptel de près de **530 400 têtes**, la région Auvergne-Rhône-Alpes est la 3ème région ovine française. Les agneaux sont majoritairement abattus en dehors de la région (90%) faute de capacité d'abattage.

Présente sur l'ensemble du territoire régional, l'élevage ovin est fortement ancré dans les zones de montagne. Les élevages sont principalement destinés à la production d'agneaux de boucherie et de reproducteurs. Les races ovines sont principalement locales, dont beaucoup sont menacées.

La majorité des volumes produits est abattue extra régionalement sous la forme de produits finis de haute qualité (labels rouges, IGP, AB).

Le nombre d'agneaux sous signe officiel de qualité représente **18 % de la production française**. Avec une filière plurielle, qui repose sur une quinzaine de races et une diversité de systèmes de production (mixtes / spécialisés) adaptés à chaque territoire, la région a des atouts forts en termes de développement de l'élevage ovin.

En 2020, 19% des exploitations ayant des ovins ou des caprins étaient en bio, 20% sous SIQO (hors bio).



Bovins lait, Filière amont

Exploitations

- **9 100** exploitations (avec plus de 5 vaches laitières)
- EBE/ETP* : **66 700 €** (contre 80 700 € en France hors DROM)

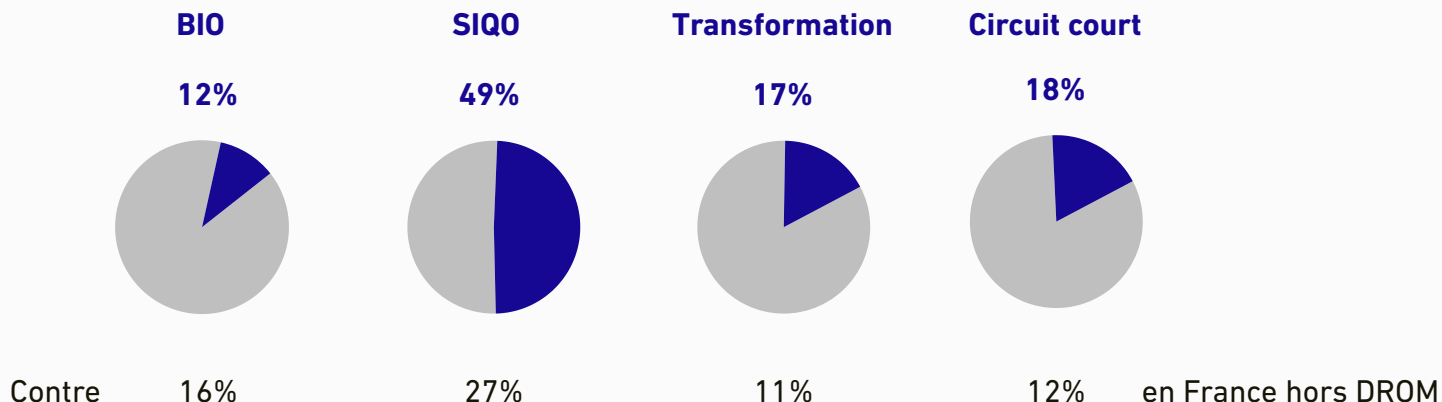
*Excédent brut d'exploitation/ETP non salarié, exploitations OTEX

Bovins lait selon le RICA

Valorisation

Part d'exploitations spécialisées INOSYS 2020* :

(* 53 % des exploitations ayant des bovins lait)



Installation - transmission

Installations par an

290

(Moyenne 2019-2024)

Taux de renouvellement

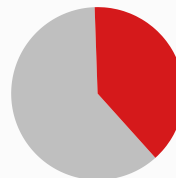
53%



Contre 40%

Part des exploitants de plus de 55 ans

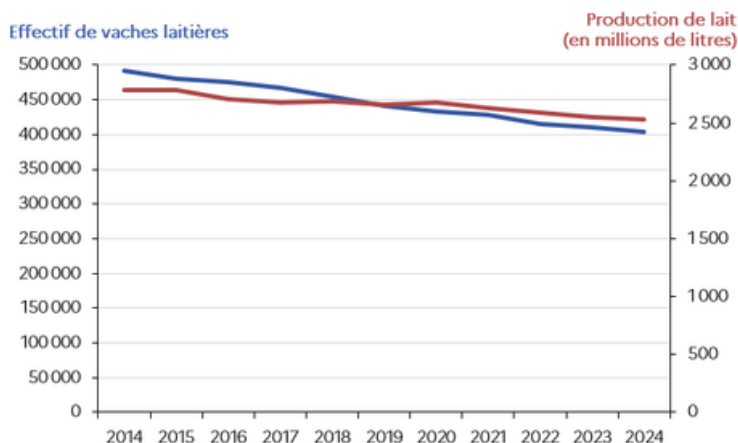
35%



36% en France hors DROM

Évolution de l'effectif de vaches laitières et de la production de lait

- **2 530 millions** de litres de lait produits
- Productivité en augmentation entre 2014 et 2024 :
5 700 à 6 300 litres/VL/an



Auteur : DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes / SRISET

Sources : DGAL - BDNI 2024 / Agreste – SAA 2024, RICA 2024, Recensement agricole 2020 selon typologie INOSYS / MSA 2024

Bovins lait, Filière aval



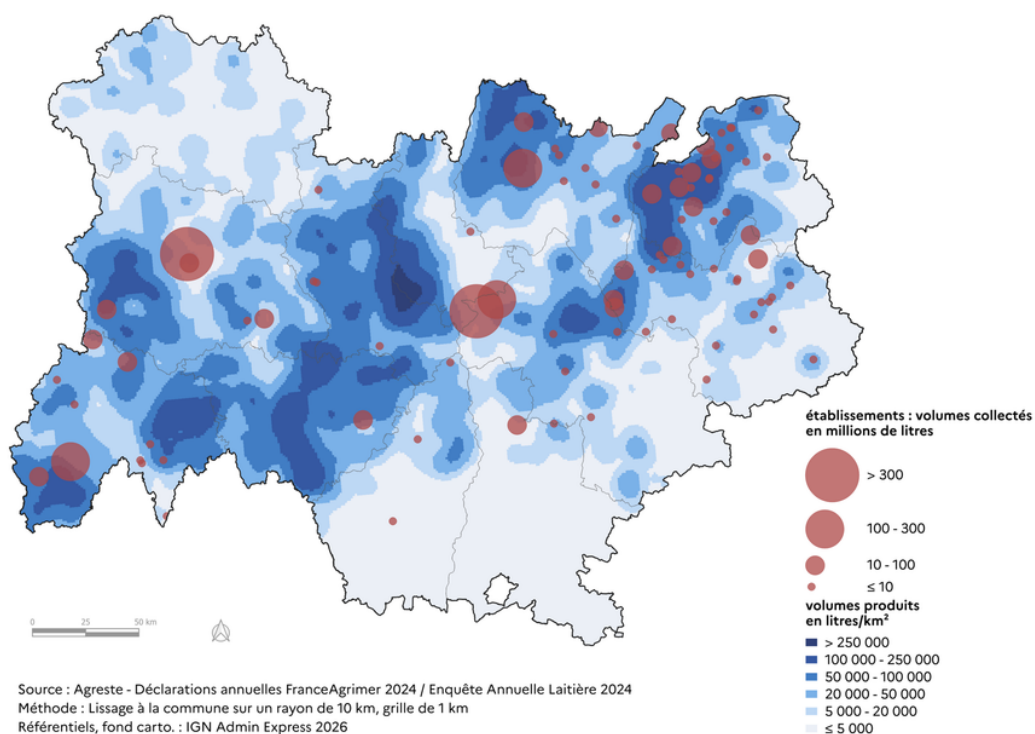
IAA

- **10,4 %** du volume national produit dans la région
- **9,1 %** du volume national collecté pour être transformé dans la région

Destination du lait

- **8,0 %** du volume de lait produit destiné à la fabrication fermière et la vente directe
- **64 %** du lait collecté destiné à la fabrication industrielle de fromages et autres produits

Volumes de lait de vache produits et collectés en 2024



Auteur : DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes / SRISET

Sources : FranceAgrimer – Déclarations annuelles 2024 / Agreste - Enquête Annuelle Laitière 2024 – SAA 2024 / FLORES 2024 / ESANE 2023

Bovins viandes, Filière amont

Exploitations

- **11 333** exploitations (avec plus de 10 vaches allaitantes)
- EBE/ETP* : **46 100 €** (contre 49 400 € en France hors DROM)

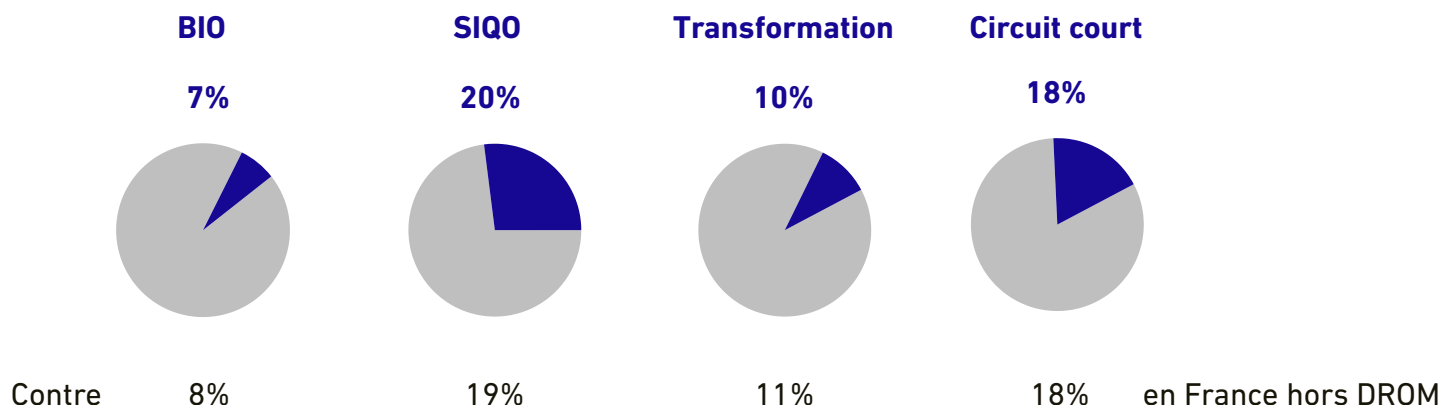
*Excédent brut d'exploitation/ETP non salarié, exploitations OTEX

Bovins viande selon le RICA

Valorisation

Part d'exploitations spécialisées INOSYS 2020* :

(* 70 % des exploitations ayant des bovins viande)



Installation - transmission

Installations par an

262

(Moyenne 2019-2024)

Taux de renouvellement

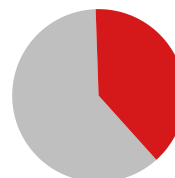
58%



Contre 51%

Part des exploitants de plus de 55 ans

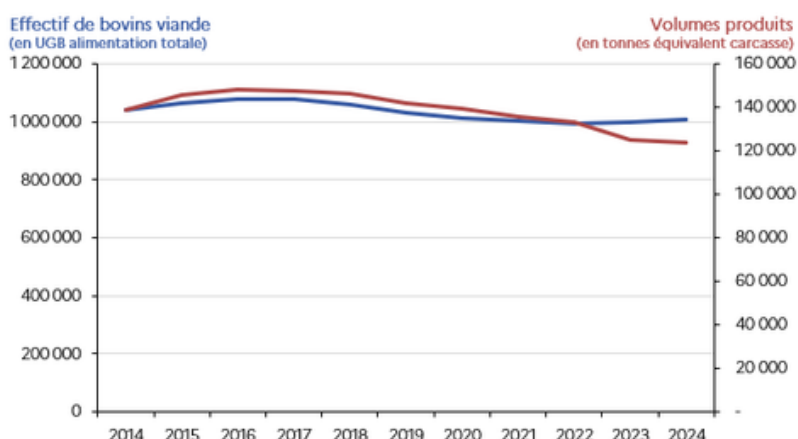
35%



39% en France hors DROM

Évolution des effectifs bovins viande et volumes produits

- **630 000** vaches nourrices / **1 million** d'UGB bovins viande
- **124 000** tonnes équivalent carcasse
- Productivité en diminution : **123** kgEC/UGB viande/an en 2024 (contre **133** en 2014 et **138** en 2018)



Auteur : DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes / SRISET

Sources : DGAL - BDNI 2024 / Agreste -SAA 2024, RICA 2024, Recensement agricole 2020 selon typologie INOSYS / MSA 2024

Bovins viande, Filière aval

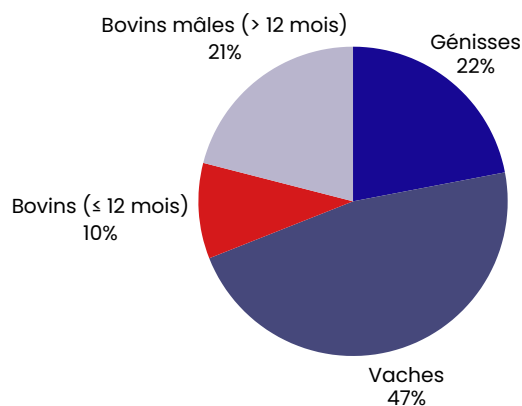


- **11,2 %** des effectifs nationaux élevés dans la région en 2020
- **14,1 %** du volume national abattu dans la région en 2025

Répartition du volume de bovins abattu dans la région selon le type d'animaux en 2025

(en tonnes équivalent carcasse)

Autres bovins - 0%



IAA (tous animaux)

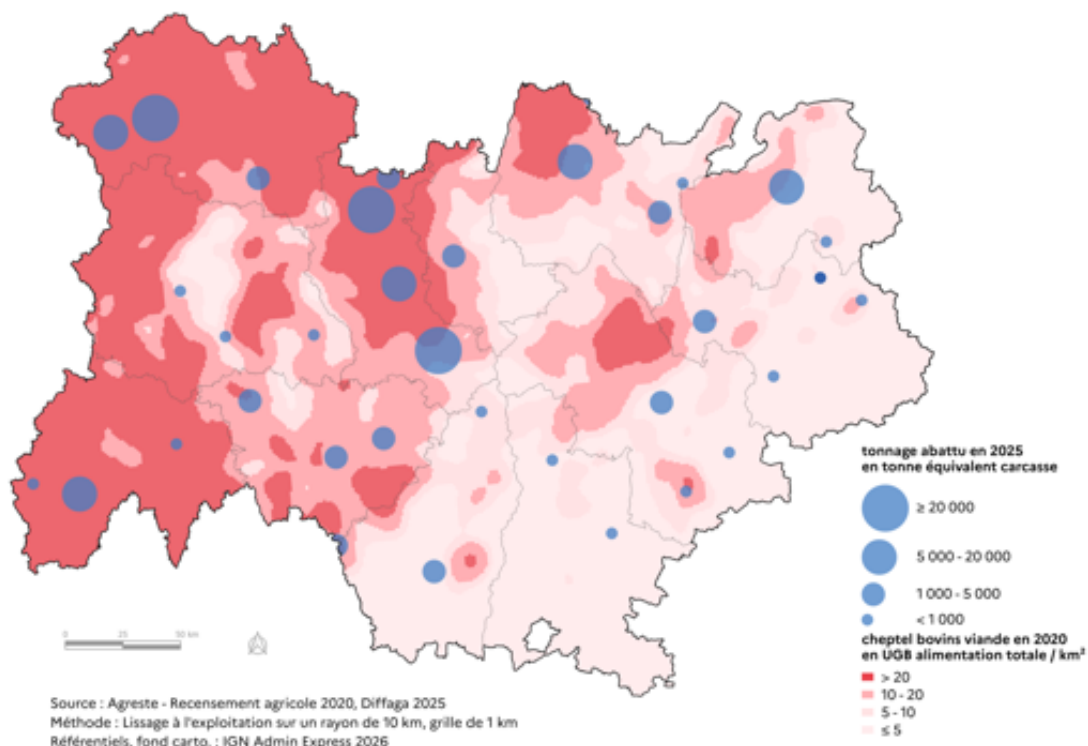
Transformation et conservation de la viande de boucherie & Préparation industrielle de produits à base de viande :

= **349** établissements de transformation

= **9 409** emplois

= **2,6 milliards** d'euros de chiffre d'affaires

Densité de bovins viande et volumes abattus par abattoir



Auteur : DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes / SRISET

Sources : Agreste – SAA 2024 – Diffaga 2025 / FLORES 2024 / ESANE 2023

Ovins - Caprins, Filière amont

Exploitations

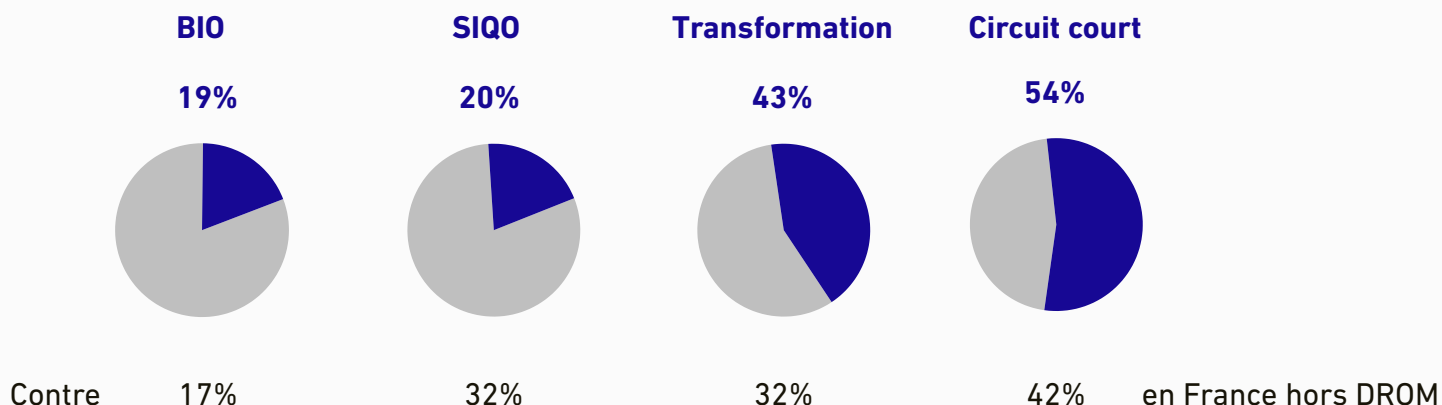
- **6 829** exploitations (avec des ovins et/ou des caprins)
- EBE/ETP* : 41 600 € (contre 42 800 € en France hors DROM)

*Excédent brut d'exploitation/ETP non salarié, exploitations OTEX Ovins caprins selon le RICA

Valorisation

Part d'exploitations spécialisées INOSYS 2020* :

(* 25 % des exploitations ayant des ovins-caprins)



Installation - transmission

Installations par an

185

(Moyenne 2019-2024)

Taux de renouvellement

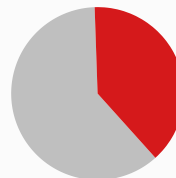
144%



Contre 99%

Part des exploitants de plus de 55 ans

25%



29% en France hors DROM

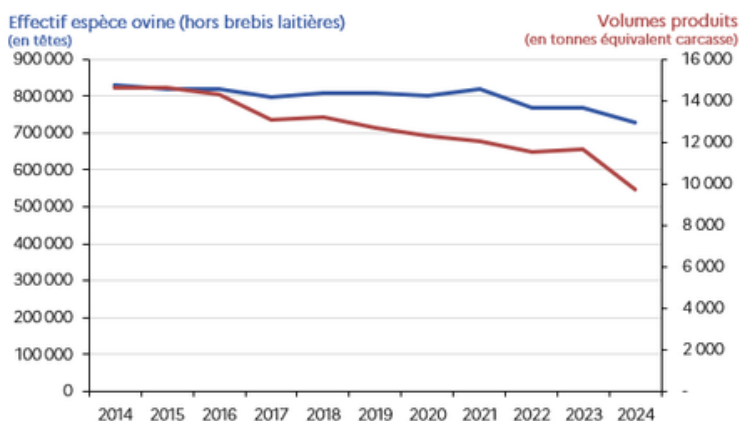
Auteur : DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes / SRISET

Sources : Agreste - SAA 2024, RICA 2024, Recensement agricole 2020 selon typologie INOSYS / MSA 2024

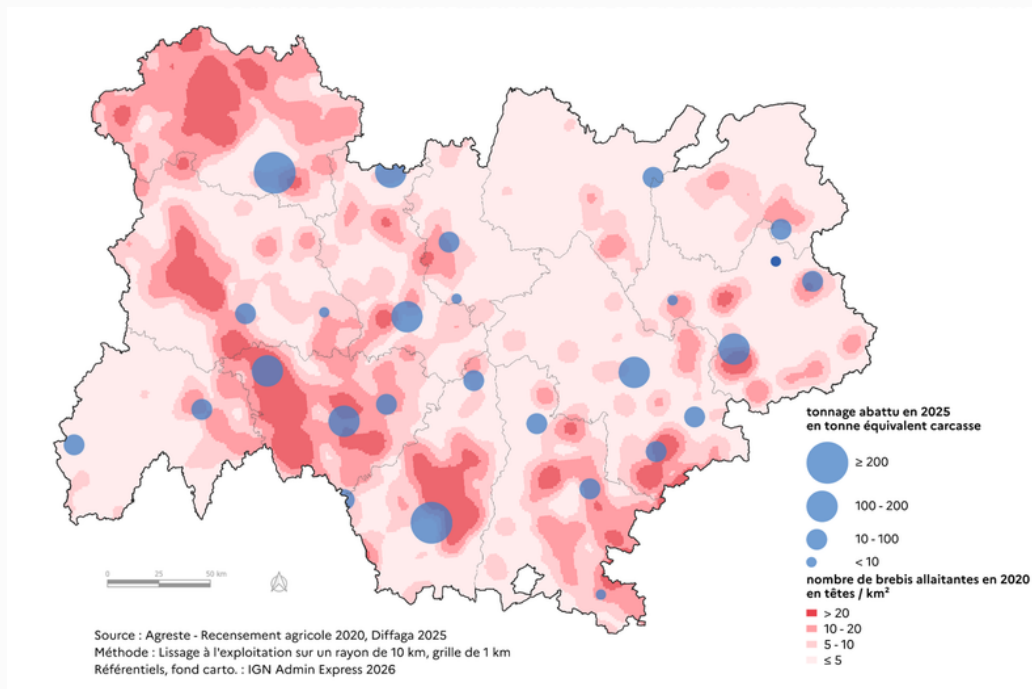
Ovins viande, Filière aval

Évolution des effectifs ovins viande et volumes produits

- **504 000** brebis allaitantes
- **9 730** tonnes équivalent carcasse produites
- Productivité en diminution entre 2014 et 2024 :
- **17,6 à 13,3** kg/tête/an



Densité des brebis allaitantes et volumes abattus par abattoir



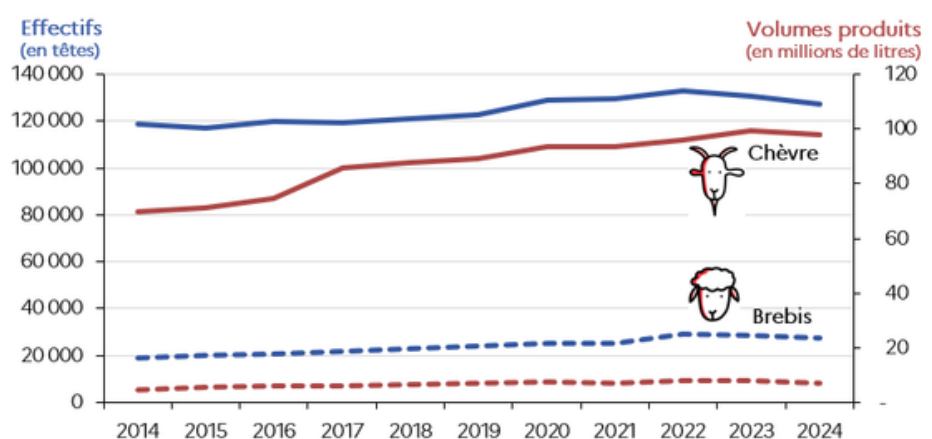
- **16 %** des effectifs nationaux élevés dans la région en 2020
- **3 %** du volume national abattu dans la région en 2025

Auteur : DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes / SRISET

Sources : Agreste - SAA 2024, Recensement agricole 2020, Diffaga 2025

Ovins - Caprins lait, Filière aval

Évolution des effectifs de chèvres et brebis laitières et volumes produits



127 400 chèvres et **98** millions de litres de lait de chèvre produits

Productivité en hausse entre 2014 et 2024 :

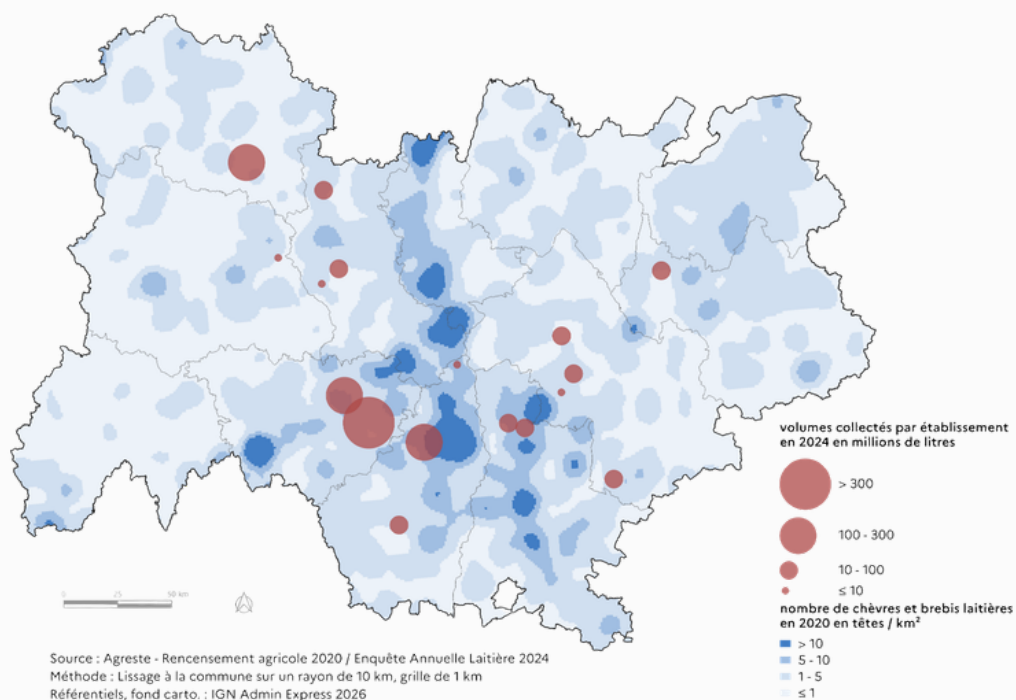
590 à **770** litres/chèvre/an



27 500 brebis laitières et **7** millions de litres de lait de brebis produits

Productivité : pic à **300** litres/brebis/an en 2020, puis retour à **250** litres en 2024 (soit le niveau de 2014)

Densité des chèvres et brebis laitières en 2020 et lait collecté en 2024



- **16 %** des effectifs nationaux élevés dans la région
- **1,3 %** du volume national collecté pour être transformé dans la région

Auteur : DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes / SRISET

Sources : Agreste – SAA 2024 - Recensement agricole 2020 - EAL 2024

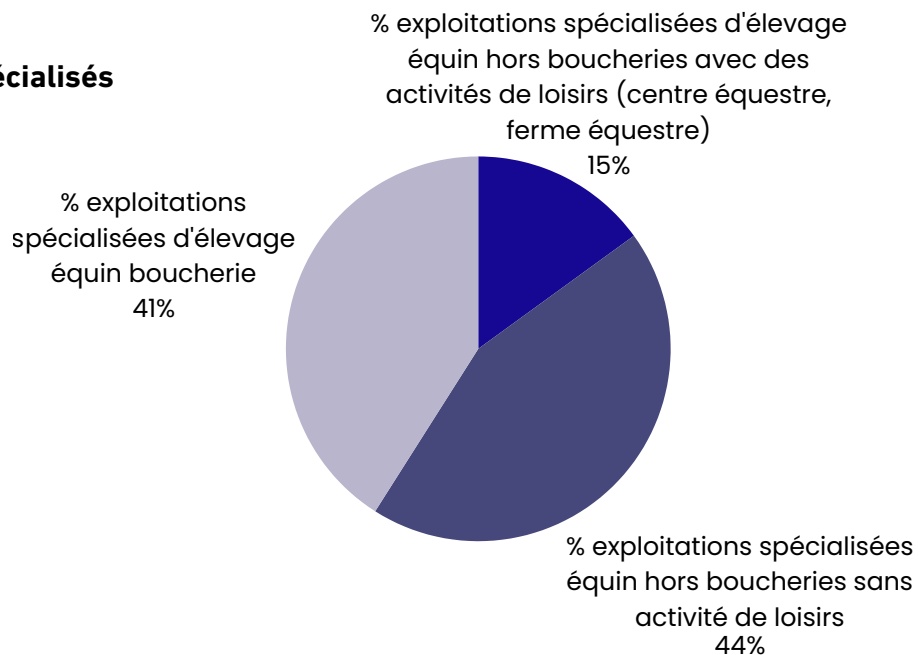


Équidés

Exploitations

- **4 841** exploitations
- **Part d'exploitations spécialisées INOSYS 2020*** :
(* 36 % des exploitations ayant des équins)

41 % des élevages spécialisés pour la boucherie



Installation - transmission

Installations par an

72

(Moyenne 2019-2024)

Taux de renouvellement

151%

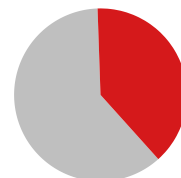


Contre

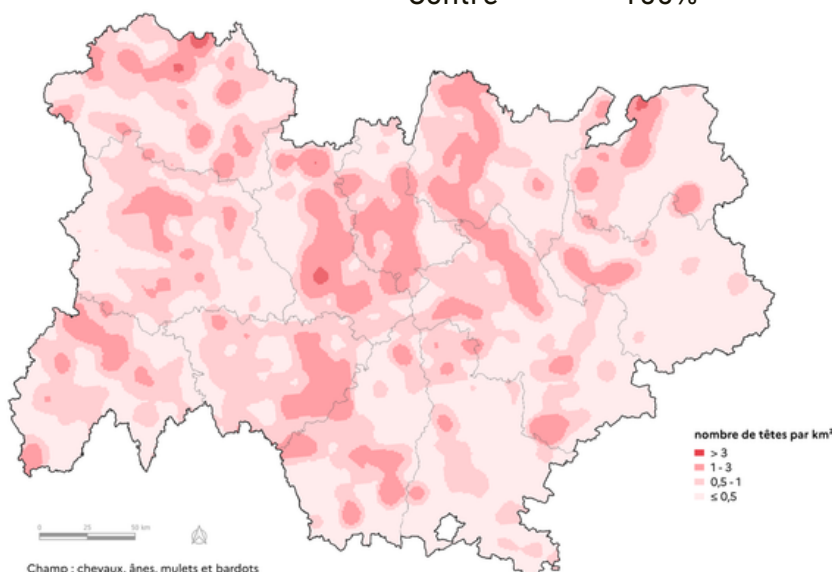
155%

Part des exploitants de plus de 55 ans

34%



34% en France hors DROM



Champ : chevaux, ânes, mulets et bardots
Source : Agreste - Recensement agricole 2020
Méthode : Lissage à la commune sur un rayon de 10 km, grille de 1 km
Référentiels, fond carto. : IGN Admin Express 2026

- **44 000** équidés
- Dont **13 800** juments reproductrices
- **14 %** des effectifs nationaux élevés dans la région

2. TRAJECTOIRE RÉGIONALE RETENUE À 10 ANS EN TERMES DE PRODUCTION ET DE TRANSFORMATION



Rappel des objectifs nationaux

Lait de vache :

- Passer de **22 à 24 milliards** de litres en 2035
- Réduire le déficit en matière grasse et viser une meilleure valorisation de la matière protéique
- Reconquérir des segments d'entrée/cœur de gamme, des fromages ingrédients (mozzarella, cheddar, râpé), et des coproduits

Viande bovine :

- Auto-approvisionnement : **99 %**
- Stabiliser le cheptel
- Engraissement **+5 à 6 %** des broutards (environ 20 000 tec en 2030 par rapport à 2024)
- **+ 200 000 ha** de surfaces en herbe en 2030 par rapport à 2024
- Rationaliser le parc d'abattoir et ateliers d'engraissement : adéquation avec les marchés, compétitivité

Viande ovine :

- **+1 million** d'agneaux/an

Lait de chèvre :

- **+30 à +60 millions** de litres d'ici 2035
- **500 à 600 installations** d'ici 10 ans
- Élargir la gamme des produits

Lait de brebis :

- Garantir la ressource laitière grâce au renouvellement des générations
- Objectif : **330 à 340 millions** de litres

Positionnement de la région Auvergne-Rhône-Alpes par rapport à cette trajectoire :

Engraissement :

contribution à hauteur d'environ **13 000 têtes** (environ 8 000 mâles et 5 000 femelles) sur l'objectif national de **80 000 têtes** / an supplémentaires à engraisser. Cela permettrait de réduire de **4%** les envois de broutards à l'export sur les **2-3 prochaines années**.

50 000 veaux croisés sont produits sur la région : l'objectif est d'engraisser dans la région **10%** de ces veaux au lieu de les vendre à l'export.

Bovin lait :

malgré un rebond en 2025, la filière connaît une baisse régulière de la production de lait. L'**objectif est d'enrayer cette baisse** jouant sur l'**amélioration de la productivité : (IVV, taux de mortalité)**, ce qui compenserait la diminution du cheptel. **Objectif : +5000 veaux viables/an**



3. PRINCIPAUX DÉTERMINANTS ET ENJEUX POUR ATTEINDRE LES CIBLES DE PRODUCTION EN 2036 :



1. Assurer la viabilité économique et la compétitivité

Demandes du consommateur

Monde : la demande globale est en augmentation

Auvergne-Rhône-Alpes : gros bassin de consommation (**12%** de la population de France métropolitaine, **4 métropoles régionales** – Lyon, Clermont-Ferrand, Grenoble et Saint-Etienne)

Les produits sous SIQO sont particulièrement menacés par l'inflation/perte de revenus, qui engendre un report des consommateurs vers des produits sans SIQO. De même, il ne faut pas tout miser sur le haut de gamme qui est très dépendant du pouvoir d'achat des consommateurs.

Lait de vache :

- Augmentation de la demande en “fromages ingrédients” où la France est en retrait, hausse des importations européennes de **+ 81% en dix ans** (baisse du taux d'autoapprovisionnement de 130% à 110%)
- Marché mondial des produits laitiers en **augmentation** (augmentation de la population) mais surtout sur de la seconde transformation
- **Demande croissante** en Asie du Sud-Est pour les produits laitiers

Viande bovine :

- **Demande dynamique** en RHD, moins en GMS & circuits traditionnels
- **Baisse de la demande** de pièce au profit de la viande hachée (facteur prix + important que facteur qualitatif)

Lait ovin & caprin :

- Demande plutôt soutenue
- Croissance des produits ultrafrais, en alternative au lait de vache

Viande ovine & caprine :

• **Demande en diminution**, déclin de ces produits en lien avec des habitudes de consommation et une perception sociétale qui évolue (animaux perçus comme quasi « domestiques »), de moins en moins de présence de l'agneau dans les GMS et dans la RHF (ce sont surtout les fêtes religieuses qui tirent la consommation)

Viande chevaline : communiquer et proposer de l'offre en GMS pour favoriser la consommation



Concurrence des importations

Il est nécessaire de faire un diagnostic sur les filières dans les pays concurrents pour identifier les facteurs de réussite et les leviers de progrès pour nos propres filières, et ainsi augmenter la compétitivité.

Lait de vache :

- Concurrence UE pour entrée/cœur de gamme
- France dépendante des importations de beurre (250 000 tonnes en 2025)

Viande bovine et ovine :

- Accords de libre-échange non équilibrés : concurrence mondiale

Viande chevaline : part importante de la viande chevaline consommée en France qui provient de viandes importées (en vif ou viande) ou de chevaux de réforme (centres équestres/courses hippiques), concurrençant directement les chevaux de trait élevés sur le territoire. En 2024, la France a importé 5806 tonnes équivalent carcasse. Importance majeure d'améliorer la traçabilité.

55% de la viande en RHD est importée, un chiffre en augmentation
Afficher l'origine des viandes et contrôler davantage les étiquetages dans la restauration hors domicile.

Coopeara : Projet de relocalisation de protéines végétales pour l'alimentation animale mais difficulté de compétitivité face au soja importé

Organisation des filières et partage de la valeur

Développer la contractualisation, créer de la valeur qui permette à chaque maillon d'investir

Relocaliser l'engraissement de jeunes bovins et la valeur ajoutée associée, attention à ne pas destabiliser la filière export en développant l'engraissement

Enrayer la décapitalisation

Agneaux : **renforcer** le dialogue intra-filière pour **anticiper** les volumes sur les moments clés de consommation (Pâques, Noël)

Viande chevaline : sécuriser les débouchés
La filière manque de structuration politique.

Autonomie en matière grasse : travailler sur la rémunération de la qualité du lait

Valorisation des produits :

Faire identifier les "produits de montagne" dans la RHD.

Favoriser les circuits courts

Nécessité de préserver les acquis de la loi EGALIM en allant au bout de la logique (actuellement de nombreux marchés sur lesquels les dispositions s'appliquent pas : MDD, export, etc...)

Ré-envisager la **régulation** des marchés





Zones de montagne

Les zones de montagne sont soumises à de nombreuses contraintes : le transport est plus difficile et plus long, les exploitations subissent un surcoût mécanique, les travaux des champs prennent généralement plus de temps (**30 à 40%** de capacité de travail en moins qu'en plaine), le coût des bâtiments exige des normes montagne (plus de robustesse), il y a des besoins supplémentaires comme des travaux de terrassement.

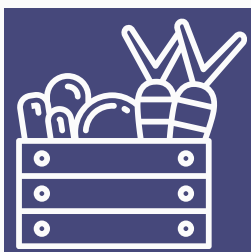
Cela crée de gros écarts de compétitivité entre plaine et montagne (**14€/1000 L** de lait de vache).

L'ICHN est très insuffisant pour compenser ces surcoûts.
Les zones de montagne font également face à une problématique de mitage du foncier agricole.

Autre

S'inspirer des Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) en tant que démarche territoriale pour étudier la régionalisation des productions.

Rechercher les synergies interfilières (ex : fourrage autour des vignes)





2. Satisfaire les besoins sous-jacents aux ambitions de production

Moyens humains (quantité et formation)

Attractivité et renouvellement des générations :

Filières caprines : bonne attractivité en AURA, mais fort turn-over (« carrières courtes ») dont la filière cherche à comprendre les explications.

Equins: enjeux de renouvellement similaires car souvent associées à d'autres productions

En général, on a une désaffection des métiers de l'élevage et de la transformation des produits animaux qui engendre un **renouvellement** des générations difficile. La pénibilité et les contraintes du métier conduisent aussi des exploitants à arrêter le lait pour se tourner vers la viande, puis parfois pour abandonner l'élevage en se tournant vers les grandes cultures.

Barrières aux nouvelles installations élevées (mise aux normes, cas "Amiante", accession au foncier, nécessité de capitaux importants)

Profession qui souffre "**d'isolement**" (géographique, social (contexte de critique, agribashing)).

- Faciliter la transmission et maintenir le modèle familial du chef d'exploitation (pour éviter que les exploitations ne deviennent des filiales de grosses sociétés)
- Faciliter la reprise des capitaux
- Apporter de la visibilité sur le niveau de rémunération aux futurs installés.
- S'intéresser aux NIMA (non issus du milieu agricole), plus tournés vers des carrières courtes et du travail en collectif

Les métiers se spécialisent depuis ces dernières années, les unités restent de petites tailles et le salariat se développe.

Développement du salariat, importance des solutions de remplacement pour garantir une qualité de vie aux exploitants (GAEC à plusieurs, services de remplacement de plus en plus nécessaires et difficiles à faire fonctionner)

Poids croissant du numérique dans les métiers ainsi que l'importance de la gestion administrative et financière des exploitations.

Revenus insuffisants

Manque de main d'oeuvre, sur l'amont comme sur l'aval





Dans la **filière Bovine** et sur le territoire du Massif central de la région, un travail d'ampleur est mené dans le cadre du projet AMI-**CMA ACTIVE : Accompagner les Transition et l'installation** en massif central par la formation en élevage. Ce projet est lié au réel **déficit de renouvellement** puisque le taux d'installation / arrêt d'activité est autour de **50%** sur les filière Bovins-Lait (<50%) et Bovins-Viande (>50%).

Formation et accompagnement technique :

Viande bovine : Un conseil technique pas assez spécialisé : besoin de formation, de référents

- **Former** à la gestion des aléas sanitaires (ovin et bovin allaitant majoritairement)
- **Améliorer** les performances techniques (en bovin allaitant, une réduction de 0,8% de la mortalité permettrait d'avoir 5000 veaux viables de plus par an)
- **Mieux former** à l'économie, à la connaissance de l'impact des marchés et à la technique (élaboration des rations, aspects sanitaires).
- **Former** un plus grand nombre de salariés agricoles aux compétences techniques
- **Inciter** les agriculteurs à participer à des actions de formation continue
- **Sensibiliser** les élèves aux enjeux sanitaires (projet DRAAF-FRGDS – Conseil régional : intervention de vétérinaires)
- **Accompagner** le métier de naisseur, accompagner à la transition des éleveurs naisseurs à engraisser quelques animaux et les naisseurs engraisseurs à en faire plus

Accès aux ressources (eau, foncier, ...)

Fourrages : Printemps humides qui compliquent la récolte
Pas de réseaux d'irrigation ni nappes phréatiques ce qui crée une tension sur le fourrage

Eau : besoin de faire évoluer les réglementations et les solutions de stockage et réutilisation de l'eau, que ce soit pour sécuriser les productions de ressources fourragères ou céréales pour l'alimentation des ruminants, ou pour l'aval de la filière

Engraissement : Efficacité de l'engraissement variable selon les modèles. **Maïs :** plus efficace mais freins à lever sur stockage de l'eau & pression faune sauvage. Herbe : moins efficace mais plus résilient dans un climat qui se réchauffe.

Concurrence avec l'énergie pour les surfaces (agrophotovoltaïsme) – le photovoltaïsme sur toit est déjà fortement développé
Concurrence foncière avec les propriétaires équins non professionnels

Logistique

Prix élevés des bâtiments dans les élevages (30% plus chers en zone de montagne)

Viande:

Fragilité des outils d'abattage.

Fermeture d'abattoirs « municipaux », toutefois, pour les bovins, de nombreux outils sont en sous-utilisation de leur capacité d'abattage. Perte du savoir faire industriel qui a des conséquences sur la production. Il est nécessaire d'avoir plus de formation, de conseil technique et de structuration dans les abattoirs.

Maintenir un maillage d'abattoirs (importance de la filière porcine qui permet de maintenir les abattoirs multi-espèces). La complémentarité porc / bovins se fait aussi dans les exploitations agricoles : les éleveurs de porcs ont souvent aussi des bovins.

Chevreaux : La gestion des chevreaux, coproduits de ces productions est difficile du fait d'une faible valorisation. Concentration croissante du maillon abattage (passage de 3 à 2 abattoirs nationaux suite au rachat de Palmid'Or par Loeul & Piriou), et activité d'engraissement peu structurée, problématique du transport des chevreaux.

Favoriser la création d'ateliers d'engraissement et la mutualisation de la collecte entre opérateurs

Développer l'engraissement à la ferme

Lait :

- Maintenir un maillage de laiteries au regard de l'évolution des pratiques dans les élevages (« lait de messe » à collecter le week-end dans des élevages qui transforment eux mêmes la semaine)
- Mettre en adéquation de la taille des élevages en lien avec les robots de traite
- Les SIQO permettent de garder des sites de transformation sur le territoire car c'est obligatoire dans les cahier des charges.
- Émergence de microfilières locales

Réglementation et complexité administrative

Problèmes de surtransposition, blocages administratifs ou juridique, temps trop long des démarches administratives et réglementaires dans le montage de projet (études / autorisations/ empilement de réglementation)

Règles, normes avec études d'impact insuffisantes (déforestation)
Réciprocité des normes

Sanitaire : reconsidérer les pas de temps dans la réglementation, coupler règlements et instructions techniques

Renouveler le décret de 2021 imposant l'obligation de l'origine du pays pour tous les produits transformés à base de viande.



Recherche et innovation	Innover pour réduire les émissions de méthane par le troupeau ruminant Lait de chèvre : Pour la transformation, favoriser l'innovation et soutenir l'investissement des entreprises laitières, notamment dans le cadre de France 2030
Financement (public et privé)	Besoins de financements pour faire face aux coûts induits pas le changement climatique (augmentation des besoins de surface, prévention sanitaire et conséquences des incidents, adaptation des élevages et des outils de production) Le prix des animaux a doublé donc les besoins en fond de roulement sont plus importants. Le coût des bâtiments est lui aussi très élevé. Besoin de financement pour les projets d'engraissement, que les banques restent frileuses à soutenir. Déficit d'investissement dans les industries laitières L'Élevage à l'herbe est favorisé par l'ICHN mais l'aide est devenue très insuffisante avec inflation à laquelle s'ajoute la baisse de l'aide bovine. Apporter un financement complémentaire à l'ICHN et faire en sorte d'être rémunérateur.





3. Limiter certaines vulnérabilités

Risques sanitaires

Maladies animales : pertes économiques importantes du fait des baisses de production et des mortalités dans les troupeaux. Pour les maladies réglementées en particulier celle dont l'éradication est obligatoire et immédiates sur ordre de l'administration les animaux peuvent être abattus, les produits issus des animaux détruits, des restrictions aux mouvements d'animaux et des restrictions commerciales peuvent être imposés. L'impact est donc très important sur les filières. La communication des médias et des réseaux sociaux sur la gestion des crises et la méfiance des consommateurs aggravent la situation.

Nouvelles maladies, « endémisation » des maladies vectorielles, faune sauvage réservoir de maladies

Dans notre région les risques sanitaires sont importants :

- **des menaces sanitaires** aux portes de la région,
- **d'importants mouvements** d'animaux et de personnes dans la région,
- **des couloirs de migration** des oiseaux,
- **de l'augmentation** de la période d'activité vectorielle suite au changement climatique

Bovins : risque DNC, Fièvre aphteuse

Traçabilité fragile en cas d'épizooties comme l'a montré la diffusion DNC en période d'estive (défauts de notification BDNI)

Petits ruminants : risque clavelée, peste des petits ruminants à éradication obligatoire

Les maladies vectorielles MHE et FCO peuvent entraîner des pertes de production importantes d'où la nécessité de vacciner. Impact des épizooties qui aggrave le phénomène de décapitalisation

Éleveurs : connaître les risques sanitaires de leur type d'élevage (espèce- bâtiments/plein air) et être capables de mettre en place des mesures de prévention en particulier des mesures de biosécurité, la vaccination lorsqu'elle est possible, assurer une surveillance permanente de leurs troupeaux, intégrer les risques sanitaires dans la formation

Mettre en place des mesures de protection lors des déplacements et regroupements d'animaux et déclarer les mouvements

Mettre en place une veille plus opérante pour pouvoir réagir rapidement

Avoir un suivi des obligations de vaccination et des contrôles

Mieux anticiper les risques sanitaires : anticiper les vaccins, réduire au maximum les délais entre la détection de cas et la publication d'arrêtés préfectoraux



Maintenir une industrie du médicament vétérinaire en France
Développer des médicaments et vaccins pour les espèces petits effectifs (veaux, chèvres, brebis), Créer banque antigènes pour développement de vaccins
Améliorer la traçabilité

Transformation : maîtrise sanitaire préalable à la mise en place de l'activité et mise en œuvre du plan de maîtrise sanitaire en phase de production.
 La production de fromages au lait cru et de viande crue sont les plus à risque.

Prédation

Adaptation au changement climatique

Enjeu de température dans la bâtiments
Conditions estivales de pâturage qui se dégradent notamment pour les bovins (moins résilients que les petits ruminants dans un climat qui se réchauffe)
Eau : Accès à la ressource en eau (abreuvement animaux, **fourrages** / prairie volatilité des rendements des cultures, usines de transformation qui sont de grandes utilisatrices d'eaux)
 Problématique de sécurisation des approvisionnements en fourrages (sécheresses) —> sur des projets d'engraissement de veaux laitiers, l'activité principale est priorisée au détriment d'une potentielle diversification

Dépendances économiques externes

Chine et USA sur le marché mondial du lait
 Importations en Europe de viandes d'Amérique du Sud
Forte dépendance des brouillards & veaux français aux échanges intra-UE (en particulier vis-à-vis de l'Italie et de l'Espagne), idem pour chevreaux (vis-à-vis des marchés d'Europe du Sud : Portugal, Grèce...)
Viande chevaline : exportation des poulains vers l'Italie (prix bas)
Alimentation animale : dépendance au soja sud-américain et forte concurrence
 Dépendance sur l'énergie
 Exposition aux aléas géopolitiques

Ingrédients rares

Huile riche en acide arachidonique importée de Chine sur le lait infantile
Forte dépendance pour les acides aminés (lysine) et les vitamines pour l'alimentation animale



4. Assurer l'acceptation des ambitions de production par les acteurs du territoire

Enjeux environnementaux et du partage des ressources

Valorisation de l'herbe, particulièrement présente en Auvergne-Rhône-Alpes (autonomie alimentaire, coûts de production, haut stock de carbone)
Contribution positive du pâturage à la captation carbone, albédo des prairies. L'élevage de ruminants est le seul à pouvoir stocker du carbone grâce aux prairies. L'élevage ruminants contribue à **10%** des émissions de GES dans la production nationale de GES. **30%** de ces émissions sont stockées grâce aux prairies. Source IDELE 2024

Enjeux de santé publique : leviers d'adaptation à l'évolution de la pression sanitaire ou phytosanitaire, santé du consommateur, ...

Biodiversité favorisée mais cohabitation avec les prédateurs ainsi que les interactions sanitaires biodiversité domestique /sauvage
Source majeure de fer héminique et de vitamine B12, les viandes rouges incarnent aujourd'hui une consommation d'excellence : moins fréquente, mais choisie pour sa qualité nutritionnelle, son origine responsable et son intégration dans une assiette diversifiée et durable

Contribution à l'économie rurale, enjeux tourisme, paysage, aménagement du territoire, ...

Cap stratégique désorienté avec message de limitation de la consommation de produits d'origine animale
Rapport à l'animal qui a évolué avec le bien-être animal
Résilience des systèmes de production, filières et produits de valorisation diversifiés
Rôle des prairies dans paysage et biodiversité
Développement de l'agrotourisme, de nouveaux modes de commercialisation (circuits courts, vente directe)



Cap stratégique désorienté avec message de limitation de la consommation de produits d'origine animale

Rapport à l'animal qui a évolué avec le bien-être animal

Résilience des systèmes de production, filières et produits de valorisation diversifiés

Rôle des prairies dans paysage et biodiversité

Développement de l'agrotourisme, de nouveaux modes de commercialisation (circuits courts, vente directe)

Viande chevaline : développement des circuits courts mais sensibilité du statut du cheval dans l'opinion publique

Valoriser l'origine locale

Maintien de la diversité génétique des chevaux de trait grâce à la viande

Nombreux services écosystémiques, préservation des espaces naturels



**PRÉFET
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



La Région
Auvergne-Rhône-Alpes



**CHAMBRE
D'AGRICULTURE**
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



aria
Auvergne-Rhône-Alpes
Industries Agroalimentaires



LA COOPÉRATION AGRICOLE
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES